

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TRIMS/N/1/BOL/1  
4 août 1998

(98-3073)

Comité des mesures concernant les  
investissements et liées au commerce

Original: espagnol

## NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 5:1 DE L'ACCORD SUR LES MESURES CONCERNANT LES INVESTISSEMENTS ET LIÉES AU COMMERCE

BOLIVIE

La Mission permanente de la République de Bolivie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 24 juin 1998.

---

### Régime applicable au secteur des hydrocarbures

Aux termes de l'article 24 de la Loi n° 1689 du 30 avril 1996 (Loi sur les hydrocarbures), qui dispose que "toute entreprise qui constitue une coentreprise avec YPFB en vue de la prospection, de l'exploitation et de la commercialisation d'hydrocarbures acquiert le droit de planifier la production, et d'exploiter, d'extraire, de transporter et de commercialiser les produits obtenus. Sont exclus de la libre commercialisation de ces produits les volumes nécessaires pour répondre à **la consommation intérieure de gaz naturel** ou pour exécuter les contrats d'exportation conclus par la YPFB avant l'adoption de la loi. Ces volumes seront fixés périodiquement par la Direction des hydrocarbures du Système de régulation sectorielle (SIRESE)".

Cet article pourrait être en contradiction avec l'alinéa c) du paragraphe 2 de la Liste exemplative, selon lequel les mesures qui restreignent l'exportation ou la vente pour l'exportation par une entreprise, de produits, qu'il soit spécifié qu'il s'agit de produits déterminés, d'un volume ou d'une valeur de produits, ou d'une proportion du volume ou de la valeur de sa production locale", si elles sont obligatoires en vertu de la législation nationale, sont considérées comme des MIC incompatibles avec l'obligation d'élimination générale des restrictions quantitatives puisqu'il est requis d'affecter la production de gaz naturel en priorité au marché intérieur.

---